

Convention collective départementale

IDCC : 627. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
Employés, techniciens et agents de maîtrise
(La Réunion)
(12 juillet 1971)

(Etendue par arrêté du 23 août 1973,
Journal officiel du 30 septembre 1973)

Convention collective départementale

IDCC : 771. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
Ingénieurs assimilés et cadres
(La Réunion)
(9 mai 1974)

(Etendue par arrêté du 4 août 1975,
Journal officiel du 15 août 1975)

Convention collective départementale

IDCC : 2389. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
Ouvriers
(La Réunion)
(13 mai 2004)

(Etendue par arrêté du 13 décembre 2004,
Journal officiel du 26 décembre 2004)

ACCORD DU 7 FÉVRIER 2012

RELATIF AU BONUS EXCEPTIONNEL SUR LES SALAIRES

NOR : ASET1250747M
IDCC : 627, 771, 2389

PRÉAMBULE

Etant rappelé que,

Un accord de branche en date du 24 juin 2009, signé par les partenaires sociaux du bâtiment et des travaux publics de La Réunion et étendu par arrêté ministériel en date du 10 novembre 2009, stipule que les salaires minima conventionnels des ouvriers, des ETAM et des cadres du BTP de La Réunion rémunérés à hauteur desdits minima, sont affectés d'un bonus selon des conditions précisées dans l'accord. Ce même accord précise que, conformément aux dispositions de l'article 3 de la LODEOM, loi n° 2009-594 adoptée le 13 mai 2009 et promulguée le 27 mai 2009, le bonus exceptionnel accordé est exonéré de toutes charges sociales, sauf CSG, CRDS et forfait social, et ce jusqu'au 31 décembre 2011.

La loi de finances pour 2012, dans son article 60, prolonge de 1 an le délai pendant lequel les employeurs ultramarins peuvent bénéficier du dispositif initialement prévu par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer et verser un bonus exceptionnel assorti d'un régime social favorable. La loi de finances rectificative pour 2011 (loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011, article 95) prévoit en outre une prorogation du dispositif d'exonération et un assouplissement des règles de mise en place de celui-ci en ouvrant la possibilité de prolonger le versement de ce bonus en application d'un accord de branche ou d'entreprise.

Une circulaire interministérielle n° DSS/5B/DéGéOM/2012/49 du 30 janvier 2012 précise en outre que la durée de la prorogation « court à compter de la date de versement prévue par l'accord qui a instauré le versement de ce bonus ou, à défaut, de la date de conclusion de cet accord. Dans la mesure où ce dernier doit obligatoirement avoir été conclu en 2009, la durée totale court donc au plus tard jusqu'au 31 décembre 2013 ».

Les organisations professionnelles du BTP et les organisations syndicales représentatives pour le secteur du bâtiment et des travaux publics à La Réunion conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des dispositions rappelées ci-dessus, permettant aux employeurs et aux salariés de continuer à bénéficier du régime social issu des dispositions de l'article 3 de la LODEOM, de l'article 60 de la loi de finances 2012, de l'article 95 de la loi de finances rectificative pour 2011 et de la circulaire interministérielle du 30 janvier 2012 :

- l'alinéa de l'article 4 de l'accord de branche BTP du 24 juin 2009, prévoyant « d'incorporer dans le salaire de base, et au plus tard au 1^{er} janvier 2012, tout ou partie du bonus prévu dans cet accord », est abrogé ;
- le bonus exceptionnel affecté aux salaires minima des ouvriers, des ETAM et des cadres du BTP de La Réunion est prorogé, avec les conditions d'exonération de charges relatives à ce dispositif, à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 2

Ce bonus figurera sur une ligne distincte du bulletin de salaire pendant toute la durée d'application des exonérations de charges attachées à ce bonus.

Cette modalité d'application prendra fin à la date d'échéance des exonérations de charges attachées au dispositif d'exonération en vigueur, sauf dispositions légales ou réglementaires permettant de le proroger.

Article 3

Les parties conviennent de se revoir au cours du second semestre 2012, et au plus tard en décembre 2012, afin de s'accorder sur un calendrier et sur les modalités d'incorporation de la totalité de ce bonus dans le salaire minimum conventionnel.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord, et son application à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application des conventions collectives du BTP de La Réunion ou s'y rattachant.

Cet accord reste ouvert à la signature des organisations qui souhaitent y adhérer dans les délais réglementaires en vigueur.

Fait à Saint-Denis, le 7 février 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FRBTP ;

CAPEB de la Réunion.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

CGTR.